

Section thématique 40 : Le travail politique

Les carrières politiques non électives au Brésil. Mobilités et dépendances du personnel de confiance politique.

Frédéric Louault (CERI, Sciences Po)
frederic.louault@gmail.com

A travers des procédés discursifs de résistance, voire de déni, les acteurs pris dans le jeu politique s'attachent généralement à relativiser le poids des défaites électorales. Loin d'être des épiphénomènes de la compétition électorale, les défaites constituent pourtant un élément central du jeu politique démocratique. L'acceptation de la défaite est l'un des socles de la compétition électorale. Au niveau individuel, les défaites électorales viennent contraindre les schémas de carrières politiques et peuvent avoir une influence considérable sur l'engagement politique. Les battus cherchent à « garder la face » et à faire « bonne figure ». Mais il est parfois nécessaire de « calmer le jobard », pour reprendre les termes d'Erving Goffman¹. Quels peuvent être les modes de compensation face à l'altération du rôle politique ? Plus concrètement, comment les défaites participent-elles à la régulation de la compétition politique ? Quelles sont les éventuelles logiques de rebond des battus ? Deux niveaux d'analyse peuvent être distingués pour répondre à ces interrogations : les implications touchant les acteurs dans leur intériorité subjective (pertes symboliques, effets psychologiques, jugements de valeur, évaluations et mise en discours de l'événement, etc.) et les implications d'ordre plus objectif (pertes matérielles, évolution des trajectoires électorales et politiques, reconversions professionnelles, etc.). Si ces deux formes d'implications sont intimement liées, c'est essentiellement à la seconde dimension que nous nous intéressons ici. Trois configurations post-électorales peuvent être considérées :

- 1) Pour les candidats qui n'occupaient aucune position de pouvoir au sein de l'espace politique (*challengers* et *outsiders*), les défaites sont des barrières d'entrée en politique. Mais leurs effets ne se font en général pas ressentir directement au niveau de la trajectoire professionnelle (celle-ci se construisant indépendamment du résultat de l'élection). Les expériences électorales constituent dans ces cas-ci des parenthèses et les candidats défaits peuvent retrouver leurs positions professionnelles pré-électorales. Ils peuvent aussi – dans certains cas – investir le capital politique acquis lors de leurs expériences électorales pour intégrer l'espace politique professionnel par une autre voie (en se faisant sélectionner comme collaborateurs par exemple).
- 2) Pour les candidats qui occupaient une position de pouvoir élective (*incumbents*), les défaites viennent casser une trajectoire politique en cours de consolidation. Dans ces cas de figure, les défaites ont des effets concrets sur les parcours professionnels des individus. Les conséquences peuvent être : (a) la mobilité politique intra-champ et le maintien dans l'espace politique professionnel à travers l'obtention d'un nouveau

¹ GOFFMAN, Erving, « Calmer le jobard. Quelques aspects de l'adaptation à l'échec », in *Le parler frais d'Erving Goffman*, Paris, 1989, pp.277-300.

Congrès AFSP Strasbourg 2011

poste non électif ; (b) la sortie de l'espace politique professionnel et le reclassement aux marges du champ politique.

- 3) Pour les individus non candidats qui occupaient des fonctions nominatives au sein de l'espace politique professionnel (assesseurs, collaborateurs, personnel de confiance politique, etc.), les défaites électorales vont également influencer les parcours politiques professionnels. La pérennité de leur emploi dépendait en effet du résultat électoral. Là encore deux conséquences sont possibles, chacune comportant des enjeux propres : a) le maintien dans l'espace politique professionnel via l'intégration d'une autre instance de pouvoir ; (b) le retour vers le marché privé.

Nous nous intéressons ici aux défaites génératrices de redéfinitions professionnelles pour le personnel politique nominatif (collaborateurs d'élus, personnel de confiance des administrations). Cette catégorie aux contours flous englobe divers types de « métiers » politiques. Les individus qui la composent ont pour point commun d'être pris dans un système de dépendance et de loyauté vis-à-vis d'entrepreneurs politiques. Ils exercent leur profession dans un cadre temporel instable, construisant leur carrière au gré des échéances électorales et autres fluctuations politiques conjoncturelles (scandales, démissions, etc.). Nous montrons que les défaites peuvent constituer des points de tournant (*turning points*) dans les carrières politiques de ces individus². Les défaites électorales sont des éléments de perturbation qui entraînent une réorganisation de la structure des opportunités professionnelles et une redéfinition des échelles de priorités individuelles. La perturbation que constitue la défaite génère deux types de mobilité pour le personnel politique : les reclassements dans l'espace politique professionnel (que nous qualifions de *bifurcations mineures*) et les sorties – volontaires ou subies – de l'espace politique professionnel (que nous qualifions de *bifurcations majeures*). C'est le premier type de mobilité que nous étudions ici : les défaites suivies de rebonds politiques (les individus mettent en place une stratégie de reclassement pour se maintenir dans l'espace politique professionnel et parviennent à leur fin).

Pour comprendre les mobilités professionnelles post-électorales des collaborateurs politiques, nous nous plaçons dans la lignée du modèle sociologique du cheminement³. Nous nous appuyons plus précisément sur le sous-modèle bifurcatif, qui consiste à étudier les points de

² La notion de carrière permet de repérer les étapes d'exercice d'une profession dans une double dimension objective (changements de position) et subjective (partiellement associée aux changements objectifs). Cette perspective emprunte à la sociologie d'Everett Hughes, dont les apports furent étendus par Howard Becker à des domaines sociaux autres que la sociologie des professions : « Dans sa dimension objective, une carrière se compose d'une série de statuts et d'emplois clairement définis, de suites typiques de positions, de réalisations, de responsabilités et même d'aventures. Dans sa dimension subjective, une carrière est faite de changements dans la perspective selon laquelle la personne perçoit son existence comme une totalité et interprète la signification de ses diverses caractéristiques et actions, ainsi que tout ce qui lui arrive » (BECKER, Howard, *Outsiders*, Paris : Métailié, 1985, p.126, cité dans FILLIEULE, Olivier, « Propositions pour une analyse processuelle de l'engagement individuel », *Revue Française de Science Politique*, 51 (1-2), 2001, p.200). Nous parlons ici de « carrières politiques » pour nous référer aux mobilités objectives des acteurs dans l'espace politique professionnel ; et nous parlons de cheminements politiques – ou de trajectoires politiques – pour analyser l'engagement politique des individus dans une dimension plus englobante.

³ Ce modèle se divise en quatre sous-modèles. Les deux premiers (le sous-modèle de la durée et le sous-modèle différentiel) posent le temps comme homogène et prévisible. Ils s'inspirent de la philosophie bergsonienne, une philosophie de l'action et de la durée qui réunit de manière indissoluble le passé et l'avenir. Notre analyse pose *a contrario* le temps comme hétérogène et instable. Elle s'inscrit dans la lignée des deux autres sous-modèles (l'un dit *bifurcatif* et l'autre dit *énergétique*) et emprunte plus à une philosophie de l'acte et de l'instant d'inspiration roupnelienne. Pour Roupnel, le temps est essentiellement discontinu et l'histoire est une agrégation d'accidents. Pour une présentation des différentes interprétations possibles de l'approche biographique en sociologie, voir CONINCK (de), Frédéric, GODARD, Francis, « L'approche biographique à l'épreuve de l'interprétation. Les formes temporelles de la causalité », *Revue Française de Sociologie*, n°31, 1990, pp.23-54.

Congrès AFSP Strasbourg 2011

discontinuité dans les processus. La notion de bifurcation est proche de la notion de « tournant de l'existence » (*turning point*) définie par Andrew Abbott : un changement court et soudain ayant des conséquences qui réorientent un processus⁴. Mais utiliser le terme bifurcation revient à insister davantage sur le caractère imprévisible des situations. On parle de bifurcation pour désigner « des situations dans lesquelles une séquence d'action partiellement imprévisible produit des effets durables »⁵. Dans le cas des défaites électorales, les acteurs se retrouvent bien face à des événements partiellement imprévisibles, voire surprenants (et ce en dépit des efforts pour prévoir les résultats). L'imprévisibilité de ces événements est toutefois relative : les individus n'ont pas de contrôle réel sur le résultat, mais les issues possibles peuvent être anticipées et le moment de l'élection est déterminé. Les acteurs peuvent donc organiser l'imprévisibilité. En ce sens les bifurcations engendrées par les défaites électorales suivent la logique du carrefour⁶. L'analyse par les bifurcations permet également de mettre à jour les liens entre plusieurs temporalités, en montrant comment des événements se produisant sur le temps court – ou instantané – peuvent avoir des effets sur des processus à moyen terme voire à long terme. Le fait que le temps court de la perturbation influe sur le temps long du parcours biographique introduit une relative irréversibilité⁷. Pour le personnel politique, les élections constituent des paliers qui pourront entraîner des redéfinitions de cheminements professionnels (des mobilités) pouvant aller jusqu'à la « mort » politique. Notre travail implique une désacralisation de l'activité politique, la mise à nu des enjeux concrets qui se cachent derrière les masques légitimateurs du désintéressement et de la dissolution du moi dans un dessein collectif. En toile de fond de cette réflexion, il convient de se demander avec Philippe Braud dans quelle mesure le rapport aux gratifications est « révélateur du véritable fonctionnement du système politique »⁸.

De par son organisation politique et son système électoral, le Brésil contemporain est un cas tout à fait pertinent pour une telle étude. Le cumul des mandats y est interdit et le *spoil system* largement pratiqué⁹. Les défaites électorales y constituent donc un facteur important de mobilité politique, participant ainsi à la sélection du personnel politique. Le cas le plus pertinent pour une telle étude nous a paru être le Parti des travailleurs dans l'Etat du Rio Grande do Sul (PT/RS). Cette étude de cas nous permettait d'analyser les mobilités dans une double perspective processuelle et multi-niveaux. Nous nous sommes particulièrement intéressés à la période 2002-2005, durant laquelle le PT/RS a connu d'importantes reconfigurations de pouvoir. Aux élections d'octobre 2002, Lula remportait l'élection

⁴ Voir notamment BESSIN, Marc, BIDART, Claire, GROSSETTI, Michel (dir.), *Bifurcations. Les sciences sociales face aux ruptures et à l'événement*, Paris : La Découverte, 2010 ; GROSSETTI, Michel, BIDART, Claire (coord.), « Trajectoires sociales et bifurcations », *Cahiers Internationaux de Sociologie*, vol.CXX, janvier/juin 2006 ; GROSSETTI, Michel, *Sociologie de l'imprévisible. Dynamiques de l'activité et des formes sociales*, Paris : PUF, 2004 ;

⁵ GROSSETTI, Michel, « L'imprévisibilité dans les parcours sociaux », *Cahiers Internationaux de Sociologie*, vol.CXX, janvier/juin 2006, p.15

⁶ GROSSETTI, Michel, « L'imprévisibilité dans les parcours sociaux », op.cit., p.19

⁷ BIDART, Claire, « Crises, décisions et temporalités : autour des bifurcations bibliographiques », *Cahiers Internationaux de Sociologie*, vol.CXX, janvier/juin 2006, p.32

⁸ BRAUD, Philippe, *L'émotion en politique : problèmes d'analyse*, Paris : Presses de Sciences Po, 1996, p.164.

⁹ On parle en français de « système de dépouilles ». Les chefs d'exécutifs doivent pouvoir compter sur la loyauté politique de leur administration. Ils disposent donc d'un fort pouvoir de nomination et placent leurs personnes de confiance (appelés au Brésil les *cargos de confiança*) dans les administrations, les entreprises publiques, les fondations, etc. Certaines de ces personnes de confiance sont des fonctionnaires de carrière appelés à occuper des fonctions gratifiées. Mais la plupart des postes sont occupés par des individus qui ne travaillaient pas dans l'administration publique. En fin de mandat, tous les *cargos de confiança* doivent démissionner. Cette pratique génère tous les deux ans un grand nombre de mobilités politiques. Le Brésil est en ce sens un véritable laboratoire pour étudier la circulation du personnel politique et le poids des défaites dans les stratégies de carrière. Or, cette dimension est systématiquement déconsidérée dans les travaux sur les carrières politiques au Brésil.

Congrès AFSP Strasbourg 2011

présidentielle. Mais dans le même temps, le PT perdait le gouvernement du Rio Grande do Sul, qu'il avait remporté en 1998. Deux ans plus tard, en octobre 2004, le PT perdait la municipalité de Porto Alegre, qu'il gouvernait depuis 1989 et dont il avait fait le symbole d'un « autre mode de gouvernement ». Ces deux défaites ont entraîné d'importantes mobilités de collaborateurs. On compte environ 700 postes de confiance dans l'exécutif de Porto Alegre et 2.700 dans l'exécutif du Rio Grande do Sul. Sur cette population, nous avons sélectionné un échantillon d'individus travaillant dans deux secteurs : la Communication et la Culture¹⁰.

Dans un premier temps, nous replaçons les mobilités du personnel politique du PT/RS dans le contexte dynamique des reconfigurations de pouvoir. Pour ce faire, nous présentons – dans une perspective multi-niveau – la structure brésilienne du pouvoir et les opportunités de reclassement politique que cette structure permet. Nous présentons ensuite les bifurcations mineures (reclassements intra-champ) auxquelles les battus de notre échantillon pouvaient aspirer. Nous proposons trois formes de bifurcations mineures : les bifurcations avec reclassement par le haut (primes à la défaite), les bifurcations avec reclassement par le bas (replis de carrières) et les bifurcations avec reclassement horizontal (relocalisations). Enfin, nous examinons dans un troisième temps les logiques de ces bifurcations. Nous montrons que les reclassements politiques peuvent répondre à des mobilisations de ressources tant individuelles que collectives. Le compte-rendu que nous proposons ci-après synthétise les résultats de notre recherche. C'est pourquoi il n'offre que de rares exemples empiriques.

Les opportunités du reclassement politique au Brésil.

Le Brésil est une République fédérative de régime présidentiel, administrativement divisée selon trois niveaux de pouvoir : le niveau municipal (5.564 municipes), le niveau étatique (26 Etats fédérés et un District Fédéral) et le niveau fédéral. Depuis l'adoption de la Constitution de 1988 – venue finaliser un lent processus de transition pactée à la démocratie – les Brésiliens ont été appelés aux urnes à 15 reprises, soit en moyenne une élection tous les 18 mois¹¹. Cette vitalité démocratique est notamment due à un calendrier électoral intercalant les scrutins. Les élections générales ont lieu tous les quatre ans. Elles couplent des scrutins au niveau fédéral (président, vice-président, députés fédéraux et sénateurs) et au niveau des Etats fédérés (gouverneurs, vice-gouverneurs et députés étatiques pour les 26 Etats de la fédération et pour le District Fédéral de Brasília). En alternance, à deux ans d'écart, se tiennent les élections municipales, avec un scrutin différencié pour les maires et les députés municipaux. Il y a au total 64.761 postes électifs au Brésil (596 au niveau fédéral ; 1.113 au niveau des Etats fédérés ; 63.052 au niveau municipal). Hormis les sénateurs, tous les représentants sont élus pour quatre ans, avec un décalage de deux ans entre les élections générales et municipales. La récurrence des scrutins réduit l'irréversibilité des défaites. S'il est facteur

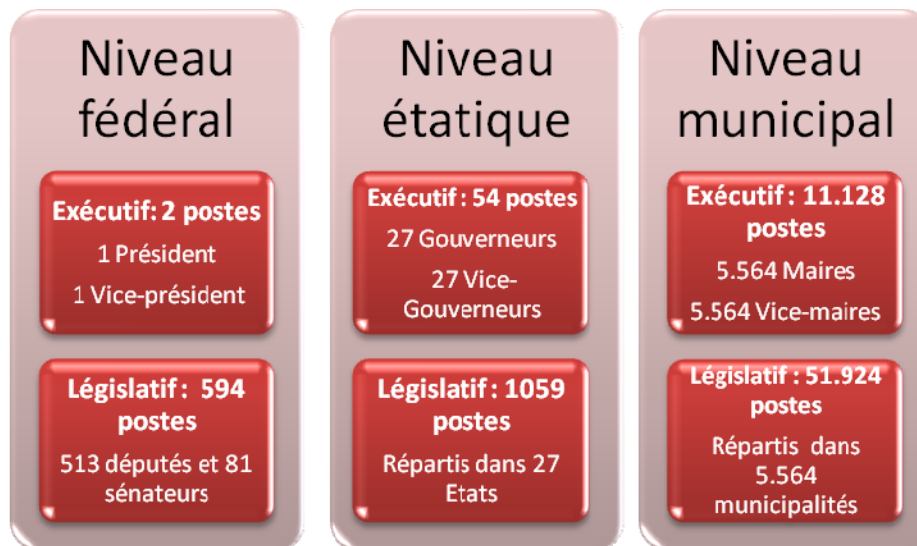
¹⁰ Nous avons travaillé à partir de quatre entités administratives : le Secrétariat de la Communication Sociale du Rio Grande do Sul (CCS-RS) ; le Cabinet de la Communication Sociale de la municipalité de Porto Alegre (CCS-POA) ; le Secrétariat Etatique de la Culture de l'Etat du Rio Grande do Sul (SEC-RS) ; et le Secrétariat de la Culture de la municipalité de Porto Alegre (SMC-POA). Cette étude s'appuie sur des entretiens réalisés avec 21 individus ayant été membres de l'administration étatique du PT/RS (entre janvier 1999 et décembre 2002) et/ou dans la dernière administration du PT à Porto Alegre (entre janvier 2001 et décembre 2004). Leurs noms et fonctions sont présentés à la fin de ce travail (tableau 2).

¹¹ Elections générales en 1990, 1994, 1998, 2002, 2006 et 2010 ; élection présidentielle isolée en 1989 ; élections municipales en 1988, 1992, 1996, 2000, 2004 et 2008 ; referendums en 1993 et 2005. Sur le Brésil démocratique, nous renvoyons aux deux synthèses de Peter Kingstone et Timothy Power, publiées en 2000 puis en 2008 : KINGSTONE, Peter, POWER, Timothy, *Democratic Brazil: Actors, Institutions, and Processes*, Pittsburgh: University of Pittsburgh Press, 2000; KINGSTONE, Peter, POWER, Timothy, *Democratic Brazil Revisited*, Pittsburgh: University of Pittsburgh Press, 2008

Congrès AFSP Strasbourg 2011

instabilité, le rapide *turn-over* du personnel politique offre par ailleurs des perspectives d'évolutions rapides dans la carrière politique. En plus des postes politiques obtenus par élection, des dizaines de milliers de postes de confiance dépendent à chaque niveau de pouvoir des postes électifs. Officiellement, le *spoil system* brésilien permet aux titulaires de mandats électifs de s'assurer la loyauté de leurs équipes. Derrière cet argument politique, le pouvoir de nomination des dirigeants est un puissant instrument pour consolider leurs bases électorales, tisser et entretenir des réseaux de dépendances. La participation électorale peut ainsi être perçue comme une stratégie pour « s'emparer de l'assiette au beurre où les vainqueurs espèrent trouver pitance »¹². Dans ce contexte, la perte d'une position de pouvoir est synonyme de perte de ressources symboliques et matérielles pour les candidats, dont les réseaux de loyauté risquent de se déliter¹³. L'analyse par les gratifications permet de mieux saisir les enjeux obvis des mobilités politiques. Les nombreux postes de confiance se libérant à chaque élection servent à construire des loyautés. Ils peuvent aussi servir de points de chute conjoncturels pour des candidats battus. En raison d'une stricte interdiction du cumul des mandats, une défaite de retrait entraîne au Brésil une exclusion automatique de l'espace électif. L'obtention d'un poste de confiance permettra aux candidats non (ré)élus de se maintenir en politique en vue d'un retour sur la scène électorale dès l'échéance suivante¹⁴.

Répartition des postes électifs au Brésil



Les postes de confiance sont beaucoup plus nombreux dans l'exécutif que dans le législatif. On dénombrait fin 2009 plus de 21.000 postes de confiance dans les différents services liés à l'exécutif fédéral (présidence, cabinets ministériels, entreprises publiques, etc.)¹⁵. Les postes clés (ministres, secrétaires d'Etat, directeurs d'agences gouvernementales ou d'entreprises publiques, etc.) sont directement choisis par le Président de la République, après négociation avec les différentes forces politiques qui constituent sa base gouvernementale (en particulier avec les dirigeants des partis de la base alliée). Les autres postes de confiance sont ensuite

¹² WEBER, Max, *Le Savant et le Politique*, Paris : Plon, 2004 (1959), p.142

¹³ RAGARU, Nadège, « En quête de notabilité. Vivre et survivre en politique dans la Bulgarie post-communiste », *Politix*, vol.17, n°67, 2004, pp.71-99

¹⁴ Les *incumbents* non réélus ont ainsi tendance à se rabattre vers des postes nominatifs entre deux élections. Cela génère une compétition interne pour les postes entre les anciens élus et els collaborateurs de carrière.

¹⁵ Ministério do Planejamento, *Boletim Estatístico de Pessoal*, Brasília, Novembro de 2009, p.97. Aux trois niveaux de pouvoir, la création de nouveaux postes de confiance politique est proposée par le chef de l'exécutif, mais doit être approuvée par le législatif.

Congrès AFSP Strasbourg 2011

attribués au sein de chaque entité gouvernementale. La fonction de ministre confère ainsi un important pouvoir de nomination, susceptible d'être utilisé pour conforter des clientèles politiques, dans la perspective d'une future compétition électorale dans l'Etat d'origine (nombre de ministres briguent ensuite un poste de gouverneur, sénateur, maire ou député fédéral). Le même modèle s'applique dans les exécutifs de chaque Etat et entité municipale, le nombre de postes de confiance pouvant varier très sensiblement d'un cas à l'autre. Au niveau des Etats fédérés, le nombre total de *cargos de confiança* pour les 26 Etats de la fédération était évalué à 158.800 en 2009¹⁶. Le record de postes de confiance était détenu, après les élections de 2006, par l'Etat du Tocantins, avec 22.800 postes de confiance officiels (plus qu'au niveau fédéral) pour une population de 1,2 millions d'habitants. Soit un poste pour 52 habitants¹⁷. Enfin, il existerait, pour le seul niveau municipal plus de 443.700 postes de confiance, inégalement répartis entre les 5.564 entités municipales¹⁸. Ces chiffres ne tiennent pas compte des « fonctions gratifiées » (*funções de gratificação*), c'est-à-dire des fonctionnaires de carrière obtenant une promotion après la conquête d'une position de pouvoir par leur parti ou un proche. Au total, le nombre de personnes de confiance travaillant dans les instances exécutives (tous niveaux de pouvoirs confondus) était évalué à 623.500 en 2009. Il était de 470.000 en 2004, soit une augmentation de 32,7% en cinq ans¹⁹.

En ce qui concerne le pouvoir législatif, les postes de confiance sont bien moins nombreux. Chaque député ou sénateur dispose d'une somme forfaitaire qu'il peut mobiliser à sa guise pour employer des collaborateurs : la *verba de gabinete*. Les députés fédéraux disposent d'une somme totale mensuelle de 20.000 € pour employer des assesseurs de cabinet²⁰. Un député fédéral peut employer entre 5 et 25 collaborateurs. Les sénateurs disposent de 39.600 € mensuels au titre de *verba de gabinete*. Les 81 sénateurs employaient officiellement 423 assesseurs-fonctionnaires et 2.470 collaborateurs de confiance. Soit en moyenne 30 collaborateurs par sénateur²¹. Dans certains Etats de la fédération, les députés ont des ressources financières plus importantes qu'au niveau fédéral. Ainsi, les députés de l'Etat de São Paulo disposent de 36.000 € mensuels. Dans l'Etat du Rio Grande do Sul, la *verba de gabinete* est de 14.400 €²². Au niveau municipal enfin, le nombre de collaborateurs par député peut aller de 6 à 30. A Porto Alegre, chaque député dispose d'un montant mensuel de 5.000 € pour employer entre 5 et 15 collaborateurs. De plus, des dizaines de personnes occupent des postes de confiance politique auprès des groupes politiques (*bancadas partidárias*). Il est difficile d'en calculer le nombre exact. D'autant plus que certains collaborateurs peuvent être employés de manière illicite ou fictive, comme l'a montré le scandale des « Actes Secrets » du Sénat²³. En plus des postes directement liés aux députés, 460 personnes occupaient

¹⁶ Source : BARROS DE MELO, Fernando, « Cargos de confiança crescem 32% no país em cinco anos », *Folha de São Paulo*, 15 février 2009,

¹⁷ Source : Cristiane Agostine, Sérgio Bueno e Vanessa Jungerfeld, *Valor Econômico*, 18 décembre 2006 (<http://clipping.planejamento.gov.br/Noticias.asp?NOTCod=326794>)

¹⁸ Sources des données: Tribunal Superior Eleitoral (www.tse.org.br) et Instituto Brasileiro de Geografia e Estatística (IBGE) (www.ibge.com.br), dernières consultations le 5 mars 2011

¹⁹ Source : BARROS DE MELO, Fernando, « Cargos de confiança crescem 32% no país em cinco anos », *Folha de São Paulo*, 15 février 2009

²⁰ Sources : NERY, André Luiz, « [Confira as verbas dos deputados por estado](#) », G1, Globo.com, dernière consultation le 3 avril 2010.

²¹ Sources : Senado Federal - Portal Transparência, « Quadro de servidores comissionados », consulté le 3 avril 2010, <http://www.senado.gov.br/sf/portaltransparencia/SECrh/COMISSIONADOS.pdf> ; DE BONIS Daniel, « Quantos assessores não concursados tem o gabinete do seu senador? », Blog de Bonis, publication en ligne, <http://debonis.wordpress.com/2009/07/11/quantos-assessores-nao-concursados-tem-o-gabinete-do-seu-senador/>, 11 juillet 2009. Pour connaître le nombre de collaborateurs de chaque Sénateur (fonctionnaires et postes de confiance) : <http://debonis.files.wordpress.com/2009/07/tabelasenadores1.jpg>

²² Sources : NERY, André Luiz, « [Confira as verbas dos deputados por estado](#) », op.cit.

²³ Entre 1995 et 2009, de nombreux postes de collaborateurs ont été créés secrètement par des sénateurs, donnant lieu à des pratiques de patronage et de népotisme. Ces pratiques irrégulières ont été mises à jour en juin 2009,

Congrès AFSP Strasbourg 2011

officiellement des postes de confiance au Sénat en 2009²⁴, 1.315 à l'Assemblée législative fédérale²⁵, 537 à la Chambre des députés du Rio Grande do Sul (dont 33 auprès du groupe PT) et près d'une centaine dans les chambres municipales des capitales étatiques²⁶.

L'éventail des possibilités de reclassement s'ouvre et se referme au gré des victoires et défaites. La perte simultanée de plusieurs organes de pouvoir par un parti (diminution des groupes législatifs et perte d'organes exécutifs) entraîne une pénurie de postes et une inflation des demandes de reclassement. La compétition interne s'intensifie alors. L'adaptation individuelle est rendue plus complexe pour qui souhaite poursuivre sa carrière politique. C'est dans ces situations – ou par anticipation de ces situations – que se multiplient les renversements de loyautés, comme par exemple les changements d'appartenance partisane (*party switching*). Les battus cherchent à optimiser leur rebond, à limiter les effets de la défaite sur leur carrière. Pour ce faire, ceux qui aspirent à se maintenir dans l'espace politique professionnel examinent les opportunités offertes par la structure du pouvoir. Ils évaluent leurs ressources et adaptent leurs échelles de priorités pour minimiser les pertes matérielles et symboliques post-électorales.

Matelas et tremplins : quelques usages du reclassement.

Dans les configurations post-défaites électorales, trois formes de mobilités peuvent être envisagées, avec ou sans *party switching* : les reclassements par le haut, les reclassements par le bas et les reclassements horizontaux. Pour les battus, le reclassement est une manière d'amortir la chute, de s'ajuster le mieux possible à la perte. L'obtention d'un nouveau poste revêt aussi une dimension symbolique et psychologique, dans la mesure où elle contribue à apaiser les battus (ce que Goffman appelle « calmer le jobard »). Le battu se voit proposer « un statut qui diffère de celui qu'il a perdu ou qu'il n'a pas pu atteindre, mais qui offre malgré tout la possibilité de devenir quelque chose ou quelqu'un »²⁷. Goffman présente plusieurs moyens de calmer le jobard : lui conférer un statut différent dans le même environnement (ce que nous qualifions de bifurcation mineure), lui conférer un statut qu'il estimera semblable dans un environnement différent (ce que nous qualifions de bifurcation majeure), lui proposer de tenter à nouveau sa chance (ce qui passe dans la compétition électorale par une temporalisation). Dans tous les cas, le jobard peut aussi participer à son apaisement en libérant ses émotions (« piquer sa crise »). Enfin, le battu peut renoncer au rôle perdu et valoriser son nouveau statut pour garder la face (ce procédé défensif, qui implique un auto-abaissement, ne suffit pas forcément à apaiser le battu). Nous nous intéressons ici au premier mode d'apaisement : celui qui permet aux exclus de la compétition électorale de se maintenir dans l'espace politique professionnel, au prix d'une transformation de leur rôle et de leur statut. Ce mode d'apaisement prend trois formes : (a) la plus courante est le reclassement par le bas, à travers lequel l'individu se rabat vers un niveau

bloquant pendant plusieurs mois les activités du Sénat et aboutissant au jugement politique de son Président, José Sarney (PMDB). Plusieurs groupes politiques demandaient la démission de José Sarney pour ses responsabilités dans ce processus. Mais le mandat de Sarney fut finalement sauvé par ses pairs sénateurs, grâce au soutien de certains sénateurs du PT sur demande de Lula, soucieux de ménager son alliance avec le PMDB avant les élections de 2010. La liste des actes secrets du Sénat est consultable en ligne :

<http://www.estadao.com.br/noticias/nacional,veja-os-663-atos-secretos-apontados-por-comissao-do-senado,391983.0.htm>.

²⁴ Source : Senado Federal - Portal Transparência, « Quadro de servidores comissionados », consulté le 3 avril 2010, <http://www.senado.gov.br/sf/portaltransparencia/SECrh/COMISSIONADOS.pdf>.

²⁵ En février 2007, la Chambre Fédérale a voté une réduction de près de 50% du nombre de postes de confiance. 1.050 postes ont ainsi été supprimés. Source : BRAGA Isabel, JUNGBLUT Cristiane « Câmara extingue 1.050 cargos », *O Globo*, 8 février 2007.

²⁶ Source : GERMANO Paulo, « Assembleia não sabe o que fazem 55% dos CCs », *Zero Hora*, 18 janvier 2010.

²⁷ GOFFMAN, Erving, « Calmer le jobard... », op.cit., p.288

Congrès AFSP Strasbourg 2011

de pouvoir inférieur (du fédéral vers l'étatique ou le municipal ; de l'étatique vers le municipal). (b) La seconde forme est le reclassement horizontal : l'individu parvient à se maintenir au même niveau de pouvoir (passage de l'exécutif vers le législatif par exemple). (c) La troisième forme, moins courante, est un reclassement par le haut : malgré la défaite, l'individu se projette vers un organe de pouvoir dans un niveau supérieur²⁸.

Dans les cas de reclassements pas le bas, les collaborateurs quittent une position nominative pour trouver une nouvelle position nominative à un niveau de pouvoir inférieur. Après la défaite collective du PT en 2002 dans le Rio Grande do Sul, de nombreux collaborateurs se sont ainsi rabattus sur des postes dans les exécutifs municipaux contrôlés par le PT, au premier rang desquels celui de Porto Alegre. Ces vellétés de reclassements ont suscité des tensions internes, les *cargos de confiança* en poste dans l'administration municipale refusant de laisser leur place aux battus du niveau supérieur. Ironie des jeux de mobilité, bon nombre de ces personnes avaient été arrachées quatre ans plus tôt de l'exécutif municipal de Porto Alegre – lorsqu'Olívio Dutra avait remporté l'exécutif du Rio Grande do Sul – pour fortifier le gouvernement étatique.

Après les défaites, certains collaborateurs parviennent à se faire reclasser dans un autre organe du même niveau de pouvoir. Ces reclassements horizontaux peuvent s'opérer d'un organe exécutif vers un autre organe exécutif, du législatif vers l'exécutif ou de l'exécutif vers le législatif. C'est bien sûr dans le dernier cas que les reclassements sont les plus complexes, car l'offre de reclassement dépasse largement la demande. Après la perte de l'exécutif du Rio Grande do Sul en 2002, quelques membres du gouvernement Olívio Dutra ont eu des opportunités d'intégration dans d'autres gouvernements étatiques contrôlés par le PT (Mato Grosso do Sul, Acre, Piauí). Mais c'est à l'échelon municipal que l'on retrouve le plus grand nombre de reclassements horizontaux. Là encore, une victoire du PT dans une municipalité peut permettre d'absorber une partie du personnel évincé dans un autre organe de pouvoir. Dans la mesure où elles impliquent un maintien dans la sphère politique municipale, les relocalisations pourraient être interprétées comme les signes d'une incapacité à se projeter dans la carrière politique. Pourtant, ces mobilités horizontales ne traduisent pas forcément un *statu quo* dans la carrière politique. La relocalisation d'un collaborateur peut même s'accompagner d'une élévation dans les niveaux de responsabilité. Tel fut le cas de Frank Jorge, évincé du poste de directeur de centre culturel à Porto Alegre en 2004 et nommé dans la foulée secrétaire de la Culture de la ville de São Leopoldo.

Enfin, les candidats peuvent bénéficier, dans certaines configurations, d'un reclassement par le haut. Si certains reclassements par le haut impliquent paradoxalement une perte de statut (niveau de pouvoir supérieur mais poste de valeur moindre), d'autres sont au contraire assortis de primes à la défaite. Ces cas de rebonds sont restreints à des configurations exceptionnelles. Ils concernent par ailleurs un certain type de personnel politique, très expérimenté et parfaitement inséré dans les réseaux partisans. Au sein de notre échantillon, bon nombre d'individus ont été absorbés par l'exécutif fédéral après la perte de l'exécutif étatique en octobre 2002, le PT de Lula ayant simultanément remporté la présidence de la République. Parmi eux, soulignons quatre exemples forts de prime à la défaite. Olívio Dutra, le gouverneur sortant, fut nommé en janvier 2003 ministre des Villes du gouvernement Lula. Miguel

²⁸ Le « sens » du reclassement ne renseigne pas automatiquement sur l'évolution du statut. Un reclassement par le bas peut être perçu par l'individu comme améliorant son statut. De même, les reclassements horizontaux impliquent souvent des changements de statuts. Enfin, un reclassement par le haut peut s'accompagner d'une perte de statut (par exemple lorsqu'un ancien secrétaire municipal – poste à statut élevé au Brésil – devient collaborateur d'un député étatique).

Congrès AFSP Strasbourg 2011

Rossetto, le vice-gouverneur sortant, devint quant à lui ministre du Développement Agricole. Il gère ce portefeuille durant tout le premier gouvernement Lula (2003/2006). Dilma Rousseff, secrétaire des Mines et Energies du Rio Grande do Sul, fut nommée en janvier 2003 ministre des Mines et Energies. Fin 2005, elle devint ministre-chef de la Maison Civile (équivalent brésilien du Premier ministre français), poste qu'elle occupa jusqu'en avril 2010. En octobre 2010, elle fut élue Présidente de la République du Brésil. Enfin, Tarso Genro, qui avait emmené la candidature collective du PT/RS en 2002, fut nommé à la tête du Conseil de Développement Economique et Social. Il devint par la suite ministre de l'Education (2004), président intérimaire du PT (2005), ministre des Relations institutionnelles (2006), puis ministre de la Justice (2007-2010). Ces expériences nominatives lui permirent de faire fructifier son capital politique et de redevenir en 2010 le candidat du PT au poste de gouverneur du Rio Grande do Sul, élection qu'il remporta dès le premier tour.

Ces figures politiques permirent le reclassement par le haut de plusieurs dizaines de collaborateurs, qui ont ainsi pu rejoindre des postes dans l'exécutif fédéral d'abord en janvier 2003 (date de l'entrée en fonction du premier gouvernement Lula), puis à la suite de la défaite du PT à Porto Alegre, en 2004. Ancien membre du Secrétariat municipal de la Communication de Porto Alegre, Alexandre Costa est ainsi devenu assesseur de presse de Tarso Genro en janvier 2005 au ministère de l'Education. Il avait alors 37 ans et aucune expérience politique en dehors du niveau municipal. Lorsqu'il arriva à Brasilia, il fut surpris par le nombre de *gaúchos* (natifs du Rio Grande do Sul) qui avaient été reclassés au niveau fédéral entre 2003 et 2005 :

« [A Brasília] il y a plein de *gaúchos* ! Et pas seulement au sein du Ministère de l'Education. Il y a plusieurs ministères qui comptent beaucoup de *gaúchos*. Les gens plaisaient en disant qu'il y a beaucoup de *gaúchos* actuellement à Brasília... Il en est ainsi parce que nous avons perdu toutes les sphères politiques de pouvoir ici. Nous n'avons pas seulement perdu le pouvoir politique, mais aussi les postes, les emplois. Les postes n'ont pas nécessairement à voir avec les emplois, mais ils finissent par se transformer en emplois. Et comme le PT est devenu un grand parti, il y a beaucoup de gens qui ont façonné leur vie en fonction du gouvernement. Ce qui est une erreur. De nombreuses personnes ont abandonné leur profession et ont construit leur profession au sein du gouvernement. Elles y ont laissé leurs vies. »²⁹

Ouvrément critique quant aux logiques du recrutement politique nominatif, Alexandre Costa offre un regard exagéré sur les enjeux de la professionnalisation (« elles y ont laissé leurs vies »). Il présente l'échelon fédéral comme l'ultime moyen de reclassement pour les professionnels du PT, ceux-ci étant devenus totalement dépendants des positions de pouvoir. A tel point que certains collaborateurs se sont retrouvés prisonniers de la politique professionnelle. Le reclassement politique est alors accepté par défaut, faute d'opportunités professionnelles hors de l'espace politique (ou bien parce que le coût de la sortie est jugé trop élevé par rapport aux coûts du maintien en politique). Ancien membre des administrations de Porto Alegre et du Rio Grande do Sul, Gilmar Eitewein fait partie de ces prisonniers de la politique, incapables de se réinsérer sur le marché privé du travail après la défaite :

« Quand tu sors tu as perdu du temps. C'est un bilan que je fais aujourd'hui. Nous, de gauche, du PT, on a beaucoup donné pour le projet. On a perdu, et on y a laissé tout un travail, toute une carrière. Et quand tu retournes vers le marché, tu es en-dehors du

²⁹ Entretien avec Alexandre Costa, ancien membre du Secrétariat municipal de la Communication de Porto Alegre (assesseur de presse du ministre Tarso Genro lors de l'entretien), Porto Alegre, 24 avril 2005.

Congrès AFSP Strasbourg 2011

marché, tu es un intrus, tu as désappris, tu as perdu de l'espace, tu as perdu du temps. Et tu as du mal à réintroduire le marché. »³⁰

Les conditions du reclassement.

Les efforts de reclassement répondent le plus souvent à des stratégies réactives (ré)incluantes, dans la mesure où la plupart des perdants ne s'étaient pas préparés à leurs défaites. Le reclassement peut suivre diverses logiques. Il peut se faire de manière individuelle ou collective. Dans la première situation, un individu contrôlant l'accès à des positions de pouvoir en choisit lui-même et librement les bénéficiaires. Cette pratique, très employée au Brésil, s'inscrit dans le sillage historique des relations de patronage et de mandonisme. Dans la seconde situation, c'est une organisation (le parti politique, par exemple) qui assure collégialement la distribution des postes. Les liens de dépendance et de loyauté se déplacent donc de l'individu vers le groupe. Au Brésil on retrouve cette pratique dans quelques groupes politiques très structurés comme le PT. Mais même dans le cas du PT, les reclassements ont tendance à suivre des logiques de plus en plus individualisées. Précisons cependant qu'un reclassement n'est jamais purement individuel ou purement collectif. Même si certaines stratégies paraissent totalement séparées des réseaux d'organisation partisane, elles résultent de l'expérience passée accumulée par les individus. Dans le cas du PT/RS, l'organisation partisane tient une place centrale (rencontres, apprentissage de savoirs et savoir-faire, etc.). A l'inverse, un individu n'est jamais complètement dépendant du parti lorsqu'il entame une démarche de reclassement, même s'il lui est proposé un nouveau poste par le parti. Cette possibilité lui est offerte grâce à des ressources qu'il aura accumulées en dehors de l'espace partisan (famille, école, médias etc.). Toutes les stratégies de reclassement sont donc mixtes. Nous considérons toutefois ici, par souci de catégorisation, que le reclassement peut être de type collectif ou de type individuel.

Dans les cas de reclassements collectifs, la répartition des postes de pouvoir ne suit pas des règles claires. Les logiques en sont souvent cachées aux reclassés eux-mêmes. Il est donc difficile de cartographier les logiques du reclassement, c'est-à-dire d'associer une logique de reclassement à un organe de pouvoir. Seule une analyse qualitative des trajectoires individuelles et des conditions de reclassement permet d'évaluer la logique de mobilité. En ce qui concerne le PT, nous avons néanmoins pu identifier quelques points de régularité : (1) les collaborateurs des députés et sénateurs sont choisis directement par les élus ; (2) les collaborateurs des groupes PT dans les assemblées législatives sont sélectionnés par le parti, en tenant compte du rapport de force entre les tendances internes ; (3) les *cargos de confiança* des exécutifs sont recrutés à travers une logique mixte (le choix nécessite même souvent une négociation avec des forces politiques extérieures, à savoir les partis de la base alliée). Les secrétaires et ministres choisissent personnellement leurs proches collaborateurs, tandis que les postes dans les entreprises publiques et agences étatiques sont pourvus à la suite de discussions entre les tendances internes. Car, plus que le parti, ce sont les tendances partisans internes qui contrôlent les principales filières du reclassement collectif. Dans le Rio Grande do Sul, le PT compte une vingtaine de tendance. C'est la tendance Démocratie Socialiste qui contrôle le plus de ressources. Mais d'autres tendances, comme *Movimento PT* ou *Esquerda Democrática*, tirent leur épingle du jeu. En ce qui concerne le pouvoir législatif, un ancien député souligne l'importance d'appartenir à une tendance bien représentée pour obtenir un poste d'assesseur auprès du groupe PT : « La sélection des assesseurs, c'est un rapport de forces politiques. C'est une dispute politique. On prend en considération le poids et la force des tendances

³⁰ Gilmar Eitelwein, Entretien avec l'auteur, réalisé à Porto Alegre le 28 avril 2005.

Congrès AFSP Strasbourg 2011

politiques internes ». ³¹ L'expérience d'un individu, sa trajectoire politique et ses compétences professionnelles augmentent ses chances de sélection. Mais la tendance de rattachement semble être la principale variable explicative des logiques du reclassement collectif. La considération des jeux de pouvoir intra-partisans est donc inévitable pour comprendre les logiques du reclassement collectif. Au niveau fédéral, une autre variable importante se combine aux effets de tendances : l'origine géographique. Les solidarités régionales priment même souvent sur les affinités idéologiques. A tel point que certains cabinets ministériels se transforment en véritables forteresses régionales. Dans les ministères contrôlés par des *gaúchos* après la victoire de Lula, plus de 80% des postes de confiance auraient été distribués à des personnes originaires du Rio Grande do Sul. Cette régionalisation des nominations n'est pas une spécificité du Rio Grande do Sul. On retrouve le même phénomène dans les ministères dirigés par des personnalités politiques originaires d'autres Etats (particulièrement São Paulo et le Minas Gerais). Les directions étatiques du PT ont donc un rôle tout aussi important que la direction nationale à l'heure de pourvoir les postes fédéraux. Elles constituent des courroies de transmission pour les reclassements verticaux.

L'autre logique du reclassement politique est d'ordre individuel. La réintégration dans l'espace politique professionnel résulte alors de l'intervention directe d'une personne-ressource. Comme l'explique Erving Goffman, le perdant se retrouve souvent dans une position de faiblesse qui l'empêche de s'adapter par lui-même à l'événement déstabilisateur. Son reclassement nécessite donc, du moins dans un premier temps, l'intervention d'un tiers (que Goffman qualifie de « modérateur » et que nous qualifions d'entrepreneur de reclassement). Il s'agit en général de « quelqu'un qui domine le jobard d'au moins deux ou trois échelons d'autorité », d'un ami, ou encore d'un pair ³². En ce qui concerne les battus du PT/RS, les personnes-ressources sont le plus souvent des compagnons de lutte avec lesquels une amitié est soudée de longue date (en particulier lors de la période fondatrice du parti, entre 1979 et 1982). Les « modérateurs » peuvent aussi être des individus avec lesquels le battu a travaillé lors de sa carrière professionnelle (relation professionnelle ou parrain politique). La logique de reclassement privilégiée par les collaborateurs du PT/RS est la mobilisation de réseaux interindividuels. Les démarches visant à obtenir un reclassement collectif viennent en complément, en cas de difficulté faire valoir son capital politique auprès d'un entrepreneur de reclassement. Mais bénéficier d'un reclassement individuel nécessite d'appartenir au premier cercle de confiance de la personne-ressource et d'accepter de contracter une dette politique vis-à-vis d'elle. En ce sens, les nominations individuelles entretiennent bien une culture politique reposant sur l'asymétrie et la dépendance.

Pour Erving Goffman, l'histoire d'un engagement personnel peut se clore de trois manières : (1) bénéficier d'une promotion, (2) abdiquer et changer de rôle volontairement, (3) être privé de sa position à son insu. C'est dans la troisième situation qu'il faut « calmer le jobard » ³³. La privation d'un rôle ou d'une position peut se faire de deux manières. Dans certains cas la perte du statut ne se répercute pas sur le perdant et « l'humiliation ne s'ajoute pas à la douleur » (accident, maladie, etc.). Le perdant peut toutefois avoir besoin d'être calmé pour se résigner à sa perte. Les collaborateurs politiques peuvent entrer dans cette catégorie, puisqu'ils n'éprouvent en général pas de responsabilité personnelle pour la défaite. Dans

³¹ Entretien avec José Valdir Rodrigues, ancien député municipal de Porto Alegre (assesseur du groupe PT à la chambre municipale des députés de Porto Alegre lors de l'entretien), Porto Alegre, 28 novembre 2007.

³² GOFFMAN, Erving, « Calmer le jobard... », op.cit., p.287

³³ GOFFMAN, Erving, « Calmer le jobard. Quelques aspects de l'adaptation à l'échec », in *Le parler frais d'Erving Goffman*, Paris, 1989, pp.281-283

Congrès AFSP Strasbourg 2011

d'autres cas, la défaite vient confirmer un manque d'aptitude pour le poste ou le rôle brigué. Ce type de perte comporte un désaveu et une humiliation. Il devient donc essentiel d'apaiser le jobard. C'est le cas pour les candidats battus et les individus s'étant impliqués personnellement dans la conquête ou la conservation d'un rôle dans l'espace politique professionnel. Du point de vue du perdant, l'apaisement représente un processus d'ajustement à une situation impossible³⁴. Pour le personnel politique professionnel, cet ajustement peut se faire de plusieurs des manières suggérées par Goffman : la temporalisation puis l'obtention d'une nouvelle opportunité de se qualifier pour le rôle perdu ou non obtenu ; l'obtention d'un poste différent de celui qu'il a perdu ou non obtenu, mais qui permet de conserver un statut acceptable et de rester dans le même milieu ; l'obtention d'un poste conférant un statut considéré comme équivalent, mais exercé dans un environnement différent. Dans les deux derniers cas les bifurcations mineures sont synonymes d'apaisement. Loin d'être un châtiment supplémentaire, la bifurcation a donc une fonction cathartique et permet de digérer la pilule de la défaite. Elle joue un rôle de mécanisme de défense à la défaite.

³⁴ GOFFMAN, Erving, « Calmer le jobard... », op.cit., p.287

Congrès AFSP Strasbourg 2011

Tableau 1 : Répartition des postes de pouvoir politique au Brésil

	POUVOIR EXECUTIF	POUVOIR LEGISLATIF
Niveau National	<p><u>PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE</u> (élection tous les 4 ans d'un Président et d'un Vice-président)</p> <p>21.040 postes de confiance de niveau supérieur (Direção de Assessoria Superior) en 2009, soit près de 4% du total des postes, répartis entre les cabinets de la Présidence de la République et les divers ministères et secrétariats d'Etat, ainsi que dans les entreprises publiques étatiques³⁵. En ne comptabilisant pas ces derniers, le chiffre descend à 19.927.</p>	<p><u>CONGRES</u></p> <p>513 DEPUTES élus pour 4 ans dans les 27 Etats de la fédération. Le nombre de députés fédéraux élus est proportionnel à la population des Etats (un maximum de 70 députés provenant de l'Etat de São Paulo, 53 du Minas Gerais, 46 de l'Etat de Rio de Janeiro, un minimum de 8 pour les Etats les moins peuplés). 31 députés fédéraux sont élus dans le Rio Grande do Sul.</p> <p>81 SENATEURS (3 dans chacun des 27 Etats de la fédération) élus pour 8 ans renouvelés par tiers tous les 4 ans (un tiers puis deux tiers). Tous les congressistes ont plusieurs collaborateurs de confiance.</p>
Niveau Etatique	<p><u>GOUVERNEURS</u> (élection tous les 4 ans d'un Gouverneur et d'un Vice-gouverneur dans chacun des 27 Etat de la fédération)</p> <p>Nombre de postes de confiance variable d'un Etat à l'autre. Maximum de 22.800 (Etat du Tocantins). 20.800 dans l'Etat de São Paulo. Environ 8.900 dans l'Etat du Pernambouc, et 2.700 pour le Rio Grande do Sul (Etat qui en compte le moins).³⁶</p>	<p><u>ASSEMBLEES LEGISLATIVES</u></p> <p>1.059 députés étatiques élus pour 4 ans, répartis par pondération dans les 27 Etats de la fédération : de 94 députés dans l'Etat de São Paulo (le plus peuplé) à 30 députés dans les Etats les moins peuplés. Il y a 55 députés dans l'Etat du Rio Grande do Sul, chacun ayant plusieurs collaborateurs.</p>
Niveau Municipal	<p><u>MAIRES</u> (élection tous les 4 ans d'un Maire et d'un Vice-maire dans chacune des 5.564 municipalités)</p> <p>Au total, 350.230 postes de confiance répartis dans les 5.564 municipalités brésiliennes (il y avait en 2004 plus de 700 postes de confiance à Porto Alegre, et 18.302 dans l'ensemble des municipalités du Rio Grande do Sul).³⁷</p>	<p><u>ASSEMBLEES MUNICIPALES</u></p> <p>En 2008, le Brésil comptait un total de 51.924 vereadores, élus pour 4 ans. Nombre proportionnel à la population de la ville : de 7 à 21 pour les villes de moins de 2 millions d'habitants ; de 23 à 51 pour les villes de 2 à 5 millions d'habitants, et 53 pour les villes de plus de 5 millions d'habitants. La ville de Porto Alegre compte 36 vereadores, chacun ayant plusieurs collaborateurs de confiance politique.</p>

³⁵ Source : Ministério do Planejamento, *Boletim Estatístico de Pessoal*, Brasília, Novembro de 2009, p.97

³⁶ Source : AGOSTINE, Cristiane, BUENO, Sérgio, JUNGERFELD, Vanessa, *Valor Econômico*, 18 décembre 2006 (<http://clipping.planejamento.gov.br/Noticias.asp?NOTCod=326794>)

³⁷ Sources des données: Tribunal Superior Eleitoral (www.tse.org.br) et Instituto Brasileiro de Geografia e Estatística (IBGE) (www.ibge.com.br). Dernières consultations le 3 avril 2010.

Congrès AFSP Strasbourg 2011

Tableau 2 : Composition de l'échantillon.

Nom	Plus haut poste de confiance exercé	Fonction lors du premier entretien	Sexe	Naissance
Adélia Porto	Assesseur de presse rattachée au CCS-POA	Journaliste retraitée	F	1945
Airton Kanitz	Secrétaire municipal de la Communication (CCS-POA)	Directeur d'une entreprise de communication	M	1944
Alexandre Costa	Coordinateur du journalisme (CCS-POA)	Assesseur de presse du Ministre Tarso Genro	M	1968
André Pereira	Editeur de presse (CCS-RS)	Collaborateur d'un député étatique du Rio Grande do Sul	M	1952
Assis Brasil	Secrétaire Municipal des Relations avec la Communauté (CRC-POA)	Directeur du patrimoine et des finances de l'Assemblée municipale de Porto Alegre	M	1963
Denise Ritter	Coordinatrice du programme Cidade Viva (SMC-POA)	Collaborateur d'un député étatique du Rio Grande do Sul	F	1963
Denise Pereira	Chef de cabinet (SMC-POA)	Employée de l'Agence de régulation du Rio Grande do Sul	F	1968
Doris Saraiva	Secrétaire municipale adjointe de la Culture (SMC-POA)	Fonctionnaire municipale de Porto Alegre	F	1968
Eduardo Mancuso	Secrétaire municipal des relations internationales (POA)	Secrétaire municipal des relations internationales à Guarulhos (Etat de São Paulo)	M	1960
Eloisa V. Silva	Chargée de mission arts plastiques (SMC-POA)	Enseignante contractuelle	F	1963
Flávio Helmann	Secrétaire municipal de l'Habitation (DEMHAB-POA)	Enseignant titulaire	M	1965
Frank Jorge	Directeur du centre culturel municipal « Usina do Gasômetro » (SMC-POA)	Chanteur et membre du Secrétariat municipal de la Culture à São Leopoldo	M	1966
Gilmar Eitelwein	Coordinateur de la musique (SEC-RS)	Assesseur de communication, Assemblée législative du RS	M	1960
Guaracy Cunha	Secrétaire étatique de la Communication (CCS-RS)	Directeur de la communication d'une entreprise publique	M	1952
José Castro Alves	Editeur d'informations (CCS-POA)	Collaborateur d'une députée municipale de Porto Alegre	M	1951
Maria Gonçalves	Coordinatrice du livre (SMC-POA)	Enseignante titulaire	F	1959
Miguel Idiart	Responsable des archives étatiques du PT/RS	Salarié du PT/RS	M	1980
Pilla Vares	Secrétaire étatique de la Culture (SEC-RS)	Assesseur du groupe PT à l'assemblée législative du RS	M	1942
Taís Vicari	Assesseur de communication (CCS-POA)	Employée dans une maison d'édition	F	1963
Vera Spolidoro	Secrétaire Municipale de la Communication (CCS-POA)	Journaliste	F	1945
Vitor Ortiz	Secrétaire Municipal de la Culture (SMC-POA)	Directeur relations institutionnelles de la Biennale du Mercosur	M	1965